

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 71 (2013)
Heft: 4

Artikel: Coopératives et mutuelles au québec : les défis du développement
Autor: Girard, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-390975>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COOPÉRATIVES ET MUTUELLES AU QUÉBEC: LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT¹

JEAN-PIERRE GIRARD²
Université du Québec à Montréal
girard.j@uqam.ca

> Les coopératives et les mutuelles sont parties prenantes du modèle de développement québécois, et ce, depuis des décennies. Ce n'est pas le fruit du hasard, mais par une grande capacité à innover et être à l'écoute des besoins des membres. Par contre, évoluant dans un marché dominé par des entreprises ayant un autre modèle d'affaires, une autre finalité, les coopératives ne sont pas à l'abri des sirènes de la transformation organisationnelle. La démocratie doit aussi explorer de nouvelles voies d'expression, dont celles des médias sociaux. Au final, la coopération et la mutualité québécoise se doivent d'être ouvertes aux enjeux de la relève d'entreprise, de l'énergie et du vieillissement de la population.

Mots-clés: Québec, coopérative, mutuelle, développement, innovation, stratégie, défi.

Comme aucun autre endroit en Amérique du Nord, le développement économique au Québec se conjugue avec les organisations coopératives et mutuelles et non seulement avec celle des corporations publiques, parapubliques, entreprises privées et familiales. Ce n'est pas le fruit du hasard, mais d'un construit historique s'expliquant par des liens forts tissés fin XIXe début XXe siècle entre la coopération et l'institution dominante de l'époque, l'Église catholique, mais plus globalement, par l'identification par ce que l'on appelait alors les canadiens-français à la formule coopérative ou autre modèle mutualiste comme principale option valable pour s'inscrire dans des circuits marchands alors dominés par le pouvoir et le capital anglais et américains. Par la suite, et cela est particulièrement vraie avec l'avènement de la Révolution tranquille au début des années 1960, l'État québécois va prendre le relais en appuyant le développement coopératif de multiples façons, tant sur le plan de l'aide au démarrage, au financement, qu'à l'organisation de regroupements de types fédérations (Girard, 1999).

En 2013, au-delà de 70 % des Québécois et des Québécoises sont membres d'une ou de plusieurs coopératives! En nombre absolu, on parle donc de 8,8 millions de membres d'une ou de plusieurs des 3 300 coopératives et mutuelles en activité. Ces organisations comptent plus de 100 000 salariés, dont 45 000 pour les coopératives non financières.

¹ Ce texte est une adaptation enrichie d'un texte préparé aux fins de publication pour un syndicat québécois, la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

² Chargé de cours, Université du Québec à Montréal et expert-conseil international en coopérative.

En sus des réussites incontestables dans le domaine des services financiers, de l'agroalimentaire, de la foresterie, du logement abordable, de l'accès aux fournitures scolaires, des services funéraires et quoi encore, loin d'être ringard, le modèle se redéploie depuis plusieurs années principalement par la forme de coopératives à partenaires multiples qui porte le nom de coopérative de solidarité. En fait, plus de 60 % des nouvelles coopératives adoptent ce modèle qui doit compter au minimum deux catégories de membres parmi les trois suivantes: utilisateurs, travailleurs et de soutien.

Au nombre d'au-delà 500 coopératives, on les retrouve dans une multitude de nouveaux domaines au croisement du social et de l'économique, par exemple, les services de proximité, le maintien à domicile, le secteur récréotouristique, l'environnement, le commerce équitable. Dans des milieux isolés, la coopérative de solidarité offre les services essentiels à la survie de la communauté: approvisionnement alimentaire et de carburant, comptoir postal, etc. Dans le domaine sociosanitaire, des coopératives s'illustrent par des programmes novateurs en matière de prévention santé (Girard, 2012a).

Il faut aussi souligner sa contribution au renforcement de la cohésion sociale, par exemple, en améliorant l'accès à des produits et services, en favorisant le réseautage entre des ressources existantes et nouvelles, etc. (Girard et Langlois, 2008). La coopérative de solidarité suscite l'intérêt de nouveaux groupes d'acteurs qui se reconnaissent dans un tel modèle d'affaires alliant retombés sociaux et viabilité économique. En dernier lieu, même si la majorité de ces coopératives sont des créations ex nihilo, un certain nombre résulte de conversion: des organismes à but non lucratif qui se transforment, des coopératives unisociétaires qui font le choix du multisociétariat et même, des entreprises privées qui sont rachetées par une coopérative de solidarité naissante, telle une clinique (Girard, 2012 b) ou un centre de ski (Girard et Langlois, 2012)!

Il faut le rappeler, car c'est une donnée statistique trop peu connue sur la pérennité des coopératives, telle que révélée par deux études du ministère des Finances et de l'Économie³ du Québec conduite à une dizaine d'années d'intervalle, le taux de survie des coopératives sur des périodes respectives de cinq et dix ans est nettement supérieur à celui de PME traditionnelles. Ces données sont d'ailleurs corroborées par des études plus récentes auprès de coopératives de deux autres provinces, en Alberta et en Colombie-Britannique⁴.

UNE PRÉSENCE QUOTIDIENNE AU SCEAU DE L'INNOVATION

Dans leur consommation alimentaire quotidienne, les Québécois sont en contact avec des produits provenant de la coopération agricole. La coopérative fédérée et les entreprises qu'elle contrôle ont une position dominante dans la mise en marché de produit avicole et porcin. Dans ce dernier cas, on exporte notamment au Japon. De son côté, la coopérative Agropur qui fête son 75e anniversaire en 2013 est un leader non seulement québécois, mais canadien en matière de produits laitiers que ce soit les produits frais ou une grande variété

³ http://www.economie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/cooperatives/page/etudes-et-analyses-11087/?tx_igaffichagepages_pi1%5Bmode%5D=single&tx_igaffichagepages_pi1%5BbackPid%5D=68&tx_igaffichagepages_pi1%5BcurrentCat%5D=&cHash=9285b9a743b238a2e78efe844690120c

⁴ <http://auspace.athabascau.ca/bitstream/2149/3132/1/BALTA%20A11%20Report%20-%20Alberta%20Co-op%20Survival.pdf>
http://www.bcca.coop/sites/bcca.coop/files/BALTA_A11_report_BC.pdf

de produits transformés, yaourt, fromages, etc. Cette coopérative qui compte un peu plus de 5000 membres producteurs laitiers, a mis en place peu de temps après sa naissance un efficace système d'animation du sociétariat faisant appel tant à l'implication bénévole des membres que le soutien professionnel de salariés. Sa vie démocratique est ainsi exemplaire: sur une base annuelle, la coopérative tient des assemblées régionales (15) en plus de deux assemblées de l'ensemble des membres. Ce sentiment d'appartenance se reflète aussi par la souscription élevée de capital par les membres dans la coopérative que ce soit en part sociale ou parts privilégiées.

Organisation coopérative québécoise certainement le plus connu sur le plan international, le Mouvement Desjardins est intimement lié à l'identité du Québec, mais avant tout à la satisfaction des besoins des citoyens en matière de services financiers et de produits d'assurance. Fruit de la volonté du sténographe français de la Chambre des communes du parlement canadien de trouver une solution financière aux difficultés socioéconomiques engendrées par la question sociale, en particulier d'un système de dépôts et de crédit qui serait accessible au plus grand nombre de ses compatriotes canadiens-français au début du XXe siècle, Alphonse Desjardins (Bélanger, 2012), l'organisation éponyme a récemment franchi le cap des 200 milliards de dollars canadiens d'actif. En outre, l'institution est en excellente santé financière. Dans un récent classement, l'agence américaine Bloomberg situe Desjardins dans le top-20 mondial de la solidité bancaire, ayant obtenu le 13e pointage calculé selon divers critères⁵.

La réussite du Mouvement Desjardins ne doit pas pour autant porter ombrage à d'autres organisations mutualistes œuvrant dans les services financiers québécois. Ainsi, il y a un important réseau de mutuelle. Le groupe Promutuel est une organisation dont les racines plongent au milieu du XIXe siècle dans ce que l'on appelait alors des mutuelles d'assurances incendie, une des premières formes de protection sociale en mode mutualiste (Saint-Pierre, 1997). Elle fournit des produits d'assurance à 575000 membres. La Capitale, mutuelle de l'administration publique a été fondée en 1940 par des fonctionnaires du gouvernement du Québec afin d'assurer la survie financière de leurs familles en cas de décès. Elle compte aujourd'hui plus de 235 000 mutualistes et par le truchement du groupe financier La Capitale, offre des produits d'assurance et de services financiers à quelque 600 000 membres du personnel de plus de 900 institutions du secteur public et parapublic québécois.

Par ailleurs, à l'origine, en 1945 étant une coopérative de santé dans un quartier ouvrier de la ville de Québec, SSQ groupe financier est devenu depuis un joueur majeur dans les produits d'assurance groupe au Québec comptant au-delà de 1 million de clients. Le groupe est aujourd'hui propriété d'une mutuelle et du fonds de solidarité des travailleurs et travailleuses du Québec.

Dans un autre registre, des quartiers urbains comme Milton Park à Montréal et Saint-Jean-Baptiste à Québec ont préservé une grande part de leur parc immobilier de la fin du XIXe et début XXe siècle, y inclus de belles maisons de style victorien, par la présence de coopératives d'habitation de type locatif qui ont freiné le jeu de la spéculation et contribué à offrir un logement de qualité à coût abordable à plusieurs ménages à revenus faibles et modiques.

⁵ <http://affaires.lapresse.ca/economie/services-financiers/201310/03/01-4695878-desjardins-parmi-les-banques-les-plus-solides-du-monde.php>

Ainsi, c'est au-delà de 25 000 logements qui appartiennent à des coopératives d'habitation au Québec, autant de lieux qui permettent à des citoyens d'exprimer leur engagement bénévole dans l'administration des choses de la Cité! Plusieurs de ces coopératives ont donné une deuxième vie à d'anciennes écoles et des immeubles appartenant à l'origine à des communautés religieuses. Tenant compte du changement démographique en cours au Québec, soit le vieillissement marqué de la population, un nombre croissant de ces coopératives s'adressent en particulier à des personnes âgées et offrent des logements adaptés avec des services sur place, toujours avec le souci d'un coût de loyer accessible au plus grand nombre. À une trentaine de kilomètres à l'ouest de Montréal, un projet tout à fait inédit a vu le jour: une coopérative d'habitation dispose de deux immeubles qui comptent respectivement 73 et 83 logements reliés par une passerelle, la coopérative de solidarité la Seigneurie de Vaudreuil. La clientèle étant composée de personnes âgées dont certains en légère perte d'autonomie, on a développé un partenariat avec le centre public de santé couvrant le territoire. Il y a ainsi sur place, une équipe soignante de 11 personnes y inclut une infirmière. On est donc en présence d'un partenariat public coopératif original et utile, les résidents de la coopérative peuvent conserver leur logement et n'ont pas à se déplacer pour accéder aux services!

La multiplication des coopératives funéraires au Québec a eu un effet salutaire sur ce marché soit de provoquer une baisse sensible de la tarification, dans certains cas, allant jusqu'à 40%. Ces coopératives ont aussi développé une expertise reconnue en matière d'accompagnement des personnes endeuillées.

En fait, au fil des décennies, plusieurs coopératives ont introduit des innovations qui ont eu des effets multiplicateurs au Québec. Pensons à l'action d'éducation économique et aux vertus de l'épargne s'adressant aux élèves, une initiative lancée par Alphonse Desjardins il y a plus de 110 ans et qui est devenue un trait singulier du mouvement éponyme! Aujourd'hui, de multiples organismes se bousculent aux portes de l'école pour sensibiliser les élèves à mille et une bonnes causes. L'on ne parle pas non plus, de l'implication du directeur de la caisse populaire locale dans sa communauté, ce n'est pas nouveau, c'est également dans le code génétique de Desjardins suivant en cela une idée du fondateur de l'organisation pour s'assurer du rayonnement de la caisse dans son milieu, mais surtout de sa philosophie de solidarité! Qui n'a pas vu ces dernières années les gérants de succursales de telle ou telle grande banque à charte chercher à se faire élire au conseil d'administration d'organismes du milieu. La recette a été repiquée de Desjardins, mais pour d'autres motifs!

Porté par les coopératives de consommation dans les années 1960, l'Institut de promotion des intérêts des consommateurs va fortement inspirer le gouvernement du Québec pour créer en 1971 l'Office de la protection du consommateur. Il s'agit d'une ressource exceptionnelle pour éduquer et protéger les consommateurs dans la jungle de la consommation. Dans un tout autre registre, MEC, la plus grande coopérative de consommateurs au Canada, une organisation regroupant plus de trois millions de membres au pays a désormais plusieurs maisons de commerce au Québec. Cette coopérative a été à l'avant-garde d'un comportement responsable, soit d'inciter le membre à apporter son sac au commerce plutôt que de surconsommer le sac de plastique qui prend des décennies à se décomposer dans les sites d'enfouissement! Cette règle est désormais répandue dans la vaste majorité des commerces au Québec, mais c'est MEC qui a été l'organisation pionnière! En outre, MEC se démarque par son approche d'emballage minimum du produit, une pratique qui est loin

d'être généralisée au vu du gaspillage éhonté d'emballage que l'on retrouve encore dans de trop nombreux commerces. Contrairement aux Nike de ce monde, cette organisation née à Vancouver il y a quarante ans n'a pas attendu des campagnes internationales de pression pour s'imposer des règles strictes sur les conditions de travail des ouvriers de ses fournisseurs asiatiques. Enfin, et ce n'est pas rien, la coopérative consacre 1% de son volume d'affaires brut à des projets environnementaux, expression forte de l'engagement de l'organisation à l'égard du bien-être de la planète.

En somme, une observation minutieuse de l'action de plusieurs organisations coopératives laisse voir qu'elles pratiquaient avant l'heure ce qui est aujourd'hui communément appelé la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et qui est à la mode!

REVISITER UNE INTUITION!

«Les coopératives construisent un monde meilleur», était-il mentionné, sur le portail de l'ONU consacré à l'Année internationale 2012, soulignant ainsi un potentiel unique de contribution dans un contexte de marasme économique et surtout, financier.

Il ne fait pas de doute, les réponses apportées par les coopératives diffèrent selon de multiples variables. À titre de membre, on ne sent pas nécessairement la même proximité avec la coopérative de services financiers dont le lien d'usage s'exprime de plus en plus par quelques clics devant un écran qu'avec une coopérative qui regroupe des services essentiels – approvisionnement alimentaire, comptoir postal, etc. – à la survie d'une petite communauté!

C'est à la fois la beauté et le défi de la formule coopérative pour signifier sa raison d'être au Québec: d'une part, des organisations à maturité qui ont acquis une stature majeure dans des marchés fort compétitifs où au premier abord la plus-value coopérative ne va pas toujours de soi et, d'autre part, en créant de nouvelles organisations qui répondent à de nouveaux besoins, susciter l'adhésion de citoyens découvrant la valeur de l'action coopérative. Ainsi, si les coopératives ont été vectrices d'innovation sociale, des innovations reprises par le privé, le mécanisme joue aussi dans l'autre sens. Selon le principe de l'isomorphisme, plusieurs grandes organisations peuvent calquer jusqu'à ce que mort s'ensuive, des modèles de développement propres aux entreprises dominantes, celles à capital-actions. Par exemple, depuis une vingtaine d'années, on a vu des coopératives et des mutuelles transformer les parts en actions en allant sur les marchés boursiers. Décision fatale qui en a fait disparaître un certain nombre dont ce qui était une des plus grandes coopératives au Canada, la Saskatchewan Wheat Pool (Fulton, Larson, 2012).

Sur le plan organisationnel, d'autres grandes coopératives pourraient être tentées d'adopter des modèles décisionnels hiérarchiques, autoritaires ne laissant aux membres qu'une participation symbolique aux décisions. Il y a là pourtant une vieille règle d'action coopérative: les personnes se sentent davantage concernées et mobilisées lorsqu'il y a réelle possibilité d'échanger, d'argumenter et que la décision n'est pas connue avant même d'amorcer la discussion! Adapter la démocratie aux contraintes du marché et surtout d'une technologie qui repousse toujours plus loin la vitesse des processus est exigeant, mais non insurmontable! Imagination et créativité doivent être au rendez-vous avec possiblement une meilleure reconnaissance de l'apport des médias sociaux comme le suggère le président de la Fédération québécoise des coopératives en milieu scolaire, un étudiant de l'Université du Québec à Montréal dans un dialogue intergénérationnel sur le développement coopératif (Béland,

Bouchard, Girard, 2012).

Un des fleurons de la mutualité au Québec, Les Coopérants ont fermé leur porte en 1992. Même si l'organisation était plus que centenaire, l'embauche de gestionnaires peut au fait de la culture organisationnelle et une grande diversification des activités ont été mortelles à cette société fondée en 1876 sous le nom de la Société des Artisans, une société de secours mutuelle (Piffault, 1996).

Le développement de mégaorganisations par fusion et absorption n'est pas une obligation. L'exemple de la stratégie de développement des coopératives sociales italiennes peut être inspirant: lorsqu'un certain stade de développement est atteint, la coopérative aide au démarrage d'une nouvelle organisation en partageant savoir et savoir-faire. Pour supporter cette stratégie dite du fraisier, se sont mises en place des organisations de second niveau qui prennent en charge des activités communes des coopératives de base, des consortiums (Pezzini, 2008). Cette stratégie de développement permet de conserver au sein de la coopérative des rapports humains de proximité plutôt que dépersonnalisés!

On touche ici un autre immense chantier de réinvention où les coopératives doivent faire preuve d'audace en se rappelant que des valeurs telle la solidarité et la responsabilité sont au cœur de leur identité: s'incarner non seulement dans un rapport marchand avec ses membres – notre société de consommation est un modèle achevé à ce sujet –, mais aussi être en mesure de renforcer la cohésion sociale, briser l'isolement, l'hyperindividualisme de notre monde. Depuis une dizaine d'années, une nouvelle génération de coopératives combine activités économiques et développement de liens sociaux de proximité tel le dépanneur Sylvestre à Gatineau, la Maison verte à Montréal, le café Cambio à Saguenay ou encore la Barberie dans le quartier Saint-Roch à Québec. Cafés équitables, bière issue de micro-brasseries, plats végétariens sont prétextes à des lieux de rencontre, d'expressions culturelles où des liens sociaux se tissent.

UNE FORCE COLLECTIVE, MAIS DES DÉFIS AU RENDEZ-VOUS

Le remarquable développement des coopératives et des mutuelles au Québec est aussi nourri par le travail en réseau, une concertation soutenue. La majorité des coopératives sont regroupées en fédération sectorielle. Sur le plan du Québec, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité se veut une force permettant un travail en commun de ces regroupements et des mutuelles et la promotion dans les débats publics, les politiques gouvernementales et autres du modèle d'entrepreneuriat coopératif. Fondé en 1939 sous le nom du Conseil supérieur de la coopération, à l'initiative d'un père dominicain, le père Georges-Henri Lévesque, le CQCM s'est donné il y a vingt ans une fondation visant l'éducation à la coopération. En outre, question de mieux sensibiliser les jeunes au modèle coopératif, le gouvernement du Québec supporte financièrement un réseau d'agents à l'entrepreneuriat coopératif jeunesse présent dans toutes les régions du Québec. L'aide au démarrage de nouvelles coopératives bénéficie aussi d'un réseau d'organismes régionaux voués à ce rôle, les coopératives de développement régional, quelques chose d'unique en Amérique du Nord. En dernier lieu, il faut évoquer la mise en place graduelle d'instruments financiers adaptés aux besoins des coopératives et autres entreprises collectives (ce que l'on appelle le réseau de finance solidaire), comme le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), un fonds qui offre à ces organisations des prêts jusqu'à 50000\$ sans prise de garantie.

Le développement coopératif est à maturité au Québec? Nonobstant les belles réalisations, il y a encore un important potentiel de création que nous pourrions résumer par trois enjeux: l'emploi, l'énergie et le vieillissement.

Au cours des prochaines années, on sait que les dirigeants de milliers d'entreprises chercheront à passer le flambeau à une relève. Voilà une opportunité pour le regroupement de salariés en coopérative de travail, un type de coopératives encore peu développé au Québec sauf dans le domaine forestier et celui du transport ambulancier. Il y a un double avantage à procéder ainsi: développer chez les salariés un sens de l'appartenance plus fort à l'organisation et aussi, éviter le rachat de l'entreprise par des intérêts étrangers avec le risque éventuel de délocalisation. Le Québec compte trop de cas semblables ou de belles réussites ont glissé dans les mains d'intérêts américains ou autres.

En matière d'énergie, le monopole étatique Hydro-Québec constitué notamment par l'intégration des activités de coopératives⁶ (Girard, 1999) a encore de nombreuses années devant lui donc sauf dans des créneaux très précis, les possibilités de développement coopératif sont plutôt limitées. Cependant, pourquoi ne pas envisager la propriété d'une éventuelle raffinerie de pétrole? C'est ce qu'a fait une grande organisation coopérative de l'ouest du Canada, Federated. Elle possède une vaste raffinerie à Regina, la capitale de la Saskatchewan et avec un réseau de distribution constitué de centaines de stations-service dans les provinces de cette région du pays, les membres épargnent des sommes significatives sur leur note annuelle de carburant. Une partie de la solution existe au Québec, la coopérative fédérée possède déjà un réseau de distribution de carburants, Sonic. À l'instar de Federated, la propriété d'une raffinerie permettrait d'avoir un meilleur contrôle sur les prix à la pompe!

Avec le Japon et l'Italie, le Québec est une des sociétés les plus exposées au vieillissement de sa population. Il existe déjà un réseau de coopératives de services à domicile offrant principalement à des aînés des prestations d'entretien et de menus services. Dans un contexte de perte d'autonomie, pourquoi ne pas élargir cette offre vers des services d'assistance à la personne (par exemple, pour prendre un bain)? Les quelques coopératives d'habitation pour aînés sont de belles réussites, mais cette offre est loin de répondre à la demande de logements de qualité à coût abordable. À terme, pourquoi ne pas imaginer des collaborations fructueuses entre coopératives de différents secteurs d'activités visant un objectif commun: le mieux-être des aînés! Ainsi, entre des coopératives de services à domicile et des coopératives d'habitation, ou encore, des coopératives de santé qui mettent en application des activités de prévention santé s'inspirant en cela du modèle des groupes Hans au sein des coopératives de santé au Japon?⁷ Pour les parcours de fin de vie, les coopératives funéraires ont aussi un rôle à jouer!

En somme, le Québec a des acquis majeurs en terme de développement coopératif et mutualiste qui ne doivent pas seulement être vus comme une feuille de route remarquable, mais être mobilisés pour être toujours au diapason des besoins de la société qui les a vus naître!

⁶ Une seule coopérative a résisté à la nationalisation du début des années soixante, la coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean Baptiste de Rouville située à une cinquantaine de kilomètres de Montréal : <http://www.coopsjb.com/>

⁷ Ces regroupements volontaires de 15 à 20 individus demeurant dans le même secteur permettent lors de rencontres mensuelles de combiner des activités d'autodiagnostic de l'état de santé, de l'information, de l'activité physique adaptée au groupe d'âge et un moment de socialisation permettant de raffermir les liens entre les participants (Girard et Restakis, 2008)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Béland, Claude, Jean-Emmanuel Bouchard et Jean-Pierre Girard (2012) *Un dialogue intergénérationnel sur le modèle coopératif*, Montréal, Fides, 161 p.

Bélanger, Guy (2012) *Alphonse Desjardins 1854-1920*, Québec, Septentrion, 688 p.

Fulton, Murray et Kathy Laron «Failing Members and Investors Saskatchewan Wheat Pool» dans Sousa Jorge et Roger Herman (Eds) *A Co-operative Dilemma Converting organizational Form*, Saskatoon, Center for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, p. 94-124

Girard, Jean-Pierre avec la collaboration de Suzi Brière (1999) «Une identité à affirmer, un espace à occuper: aperçu historique du mouvement coopératif au Canada-Français», Montréal et Sherbrooke, Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke, 51 p.

Girard, Jean-Pierre avec la collaboration de Geneviève Langlois (2008) «Les coopératives de solidarité: une forme organisationnelle pour renforcer la cohésion sociale? Synthèse d'une recherche», Montréal, ARUC-Économie sociale, Université du Québec à Montréal, *cahier C-04-2008*, 44 p.

Girard, Jean-Pierre et John Restakis (2008) «To life! Japan's model of co-operative health care & what it means for Canada», *Making waves*, Canada's community economic development magazine, volume 19, no 1, p. 5-8

Girard, Jean-Pierre (2012a) «Coopératives de services de santé au Québec: entre l'espoir et le doute», *Revue vie économique*, volume 3, no 4, juin En ligne: <http://www.eve.coop/?a=149>

Girard, Jean-Pierre (2012b) «More than just a band-aid solution: Coop santé Aylmer Health Co-op» dans Sousa, Jorge et Roger Herman (Eds) *A Co-operative Dilemma Converting organizational Form*, Saskatoon, Center for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, p. 157-170

Girard, Jean-Pierre et Geneviève Langlois (2012) «Solidarity Co-op Works for Ski Community: The Mount Adstock Recreational and Tourism Centre Solidarity Co-operative», dans Sousa, Jorge et Roger Herman (Eds) *A Co-operative Dilemma Converting organizational Form*, Saskatoon, Center for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan, p. 190-200

Pezzini, Enzo (2008) «Les coopératives sociales italiennes: contexte et caractéristiques», *L'Action nationale*, Volume XCVIII, no 2, p. 92-111

Piffault, Joëlle (1996) *Les Coopérants, le rêve inachevé d'un leadership démocratique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Presses HEC, 182 p.

Saint-Pierre, Diane (1997) *La mutualité-incendie au Québec depuis 1835 Au cœur de l'histoire de Promutuels*, Québec, Promutuel et Institut national de la recherche scientifique, 234 p.